



LE DEVOIR

PERSPECTIVES

L'odeur des feuilles mortes

Plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, un sondage n'est garant de l'avenir, mais quelques autres comme celui de Léger Marketing pourraient bien amener le premier ministre Charest à considérer sérieusement l'hypothèse d'élections générales à l'automne, que certains avaient peut-être exclues un peu vite.



Michel David

À ce stade-ci, il importe assez peu que le PLQ ait quelques points d'avance sur le PQ ou l'inverse. Les stratèges des deux camps retiendront surtout que l'avalanche de bonnes nouvelles des dernières semaines a finalement réussi à ébranler le mur d'insatisfaction auquel se heurtait le gouvernement depuis plus de deux ans. Même la vente du mont Orford ne semble plus suffire à entretenir l'indignation des électeurs.

Il faut le reconnaître, les libéraux ne nous avaient pas habitués à des manœuvres aussi bien orchestrées. Hier encore, pour l'annonce de la construction de la nouvelle salle de l'OSM, M. Charest s'est retrouvé aux côtés de Lucien Bouchard, qui a eu de bons mots pour lui. On a sûrement pensé à garder quelques munitions pour la rentrée de septembre.

S'il est vrai que le sondage a été effectué à un moment particulièrement favorable pour les libéraux, alors que les péquistes s'empêtraient dans le rapport Moisan, la remontée du PLQ demeure remarquable. Après un remaniement ministériel manqué et un discours inaugural décevant, le parti semblait voué à une autre session de misère.

Il est nettement trop tôt pour vendre la peau de l'ours. Le PQ avait réussi un rétablissement semblable au début de 2003. Tout le monde était sceptique, y compris

VOIR PAGE A 8: FEUILLES

Charest profite du vent

Le premier ministre déclenche deux élections partielles

KATHLEEN LÉVESQUE
ROBERT DUTRISAC

Le premier ministre Jean Charest est tout sourire depuis dix jours, avec en poche la cote de crédit du Québec bonifiée, de bonnes

nouvelles à lancer et deux sondages, un Léger Marketing hier et un CROP aujourd'hui, qui tendent à démontrer la remontée de son équipe. Et dans cet élan, M. Charest a annoncé hier soir la tenue des élections partielles dans les circonscriptions de Taillon et de Pointe-aux-Trembles le 14 août prochain.

C'est lors de sa participation à l'assemblée d'investiture dans Taillon que le premier ministre a donné le coup d'envoi à ces élections qui ne seront officiellement

déclenchées que le 11 juillet prochain. Il a également officialisé sa décision de ne présenter aucun adversaire contre le chef du Parti québécois, André Boisclair, qui brigue les suffrages dans Pointe-aux-Trembles.

«Nous considérons que M. Boisclair doit à tout prix expliquer aux Québécois pourquoi il appuie sans réserve la radicalisation du programme de son parti. Nous allons

VOIR PAGE A 8: CHAREST



Le premier ministre Jean Charest en compagnie du président du conseil d'administration de l'Orchestre symphonique de Montréal, Lucien Bouchard, et de la ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, lors de l'annonce officielle du projet de construction de la nouvelle salle de l'OSM, hier.

Nouvelle salle de l'OSM: objectif 2011

CHRISTOPHE HUSS

L'Orchestre symphonique de Montréal et son nouveau chef, Kent Nagano, auront finalement une nouvelle salle de concert, construite au coût de 105 millions de dollars selon une entente de partenariat avec le secteur privé dont l'essentiel des

termes demeure à préciser. Ce projet, déjà annoncé à quelques reprises sans suite, devrait voir le jour en 2011, «au plus tard».

Le premier ministre Jean Charest a fait l'annonce officielle hier aux côtés du président du conseil d'administration de l'orchestre, l'ancien premier ministre Lucien Bouchard, du mai-

re de Montréal Gerald Tremblay, de la ministre de la Culture et des Communications Line Beauchamp, du président de la Place des Arts François Macerola ainsi que de Kent Nagano.

La ministre Beauchamp a enjoint aux médias et aux acteurs du milieu culturel montréalais de croire que «nous y sommes enfin»

et que «cette fois-ci est la bonne», tout en remerciant le premier ministre et la ministre Monique Jérôme-Forget, qu'elle a qualifiée «d'ange gardien de ce projet».

Ce n'est pas la première fois qu'une annonce du genre est lancée. Selon Mme Beauchamp, il faut désormais y croire parce que, entre autres, «le choix du site est

idéal et naturel», que «l'acousticien est déjà choisi» et que «le choix d'un partenariat public-privé exige un processus précis».

VOIR PAGE A 8: OSM

■ L'architecture, l'inconnue d'une salle hypothétique, page C 8



PALESTINE

Le Hamas avance vers la reconnaissance implicite d'Israël

Le Hamas a fait hier un pas important vers la reconnaissance implicite d'Israël, en signant un document d'entente nationale agréé par les mouvements palestiniens. Le texte, élaboré par des cadres des mouvements emprisonnés en Israël, prévoit l'établissement d'un Etat indépendant sur les territoires occupés par Israël en 1967 (Cisjordanie et bande de Gaza), avec Jérusalem comme capitale, et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Pendant ce temps, l'armée israélienne a déployé des milliers de soldats à la frontière de la bande de Gaza. Des hélicoptères ont effectué plusieurs frappes et un assaut terrestre a débuté hier soir en représailles à l'enlèvement d'un soldat israélien, dimanche dernier.

■ Nos informations en page B 1

INDEX

Actualités	A2	Éditorial	A6
Annonces	B2	Idées	A7
Avis publics	C6	Météo	C4
Carrières	C5	Monde	B1
Culture	C8	Mots croisés	B2
Décès	B2	Sudoku	C6
Économie	C1	Télévision	C7

Tel père, tel Frank

Sinatra chante Sinatra à Montréal

Après quatre décennies d'une carrière menée dans l'ombre du géant Frank Sinatra, le fiston Frank Jr. assume désormais son destin. Il a la voix, le visage, le nom, autant célébrer les chansons du paternel, ce qu'il fait depuis 2002 dans les big rooms à travers l'Amérique, ce qu'il fera à partir d'aujourd'hui et un mois durant au Cabaret du Casino de Montréal, avec un orchestre de 38 musiciens. Entrevue avec un homme marqué.

SYLVAIN CORMIER

«O n m'a dit que vous vouliez me parler», dit la voix au bout du fil. À mon extrémité, au garde à vous, je réponds: «Yes, sir Yes, Mr Sinatra, sir.» Ma main tremble un peu autour du combiné. J'ai l'impression d'être un serveur qui aurait renversé du scotch sur le tuxedo de Frank Sinatra au Sands, à Las Vegas. Totalement déferent. Totalement intimidé. C'est la voix, la trop fameuse voix de Frank Sr., dont Frank Jr. a hérité. Le ton, aussi. Dur, tranchant. Je songe que si je dis quelque chose qui ne plaît pas, je suis bon pour les chaussures en ciment et le fond du Saint-Laurent. Je réagis très exactement comme si j'avais affaire à Frank père, au début des années 60, le tout-puissant, le Chairman of the Board, l'idole des mafieux.

À tout hasard, je demande à Frank Jr. s'il connaît Montréal.

«Très bien. It's a wonderful town. Because of Trudeau.» Pardon, sir? «Je suis venu la première fois en 1970, alors qu'un mouvement séparatiste canadien-français avait kidnappé et tué un de vos ministres, Pierre Laporte. M. Trudeau s'était tenu debout. N'est-il pas intéressant de constater que le Canada n'a plus jamais eu d'ennui de ce genre?» J'acquiesce, au cas où, me souvenant que Frank Jr. fut lui-même kidnappé en décembre 1963, à l'âge de 19 ans. Grosse affaire à l'époque: papa paya la rançon de 250 000 \$, Frank Jr. s'en sortit sain et sauf, les kidnappeurs furent retrouvés et condamnés. La rumeur courut selon laquelle il s'agissait d'un coup de pub arrangé par les Sinatra, rumeur sans fondement qui entacha néanmoins la réputation du jeune homme. «Cette famille a autant besoin de pub que d'une péritonite», avait commenté le paternel. Sujet sensible, comprends-je.

VOIR PAGE A 8: SINATRA



MICHAEL BUSH UPI NEWSPICTURES

Frank Sinatra fils en concert au Seminole Hard Rock Hotel and Casino, à Hollywood (Floride), en janvier dernier.

ACTUALITÉS

EN BREF

Affaire Arar: rapport prévu en septembre

Ottawa — Après un long délai, la commission d'enquête sur l'affaire Maher Arar se prépare finalement à remettre son rapport en septembre, mais on ignore encore quelle proportion de la preuve sera alors rendue publique. Le procureur principal de la commission a affirmé hier avoir fait des progrès dans son différend avec les avocats du gouvernement, qui soutiennent qu'une partie de ladite preuve devrait demeurer secrète pour préserver la sécurité nationale. Mais deux jours d'audiences à huis clos devant le juge Denis O'Connor n'ont pas permis d'en arriver à une entente complète. Le Canadien Maher Arar a été arrêté en septembre 2002 par les autorités américaines qui le soupçonnaient d'avoir des activités terroristes. Les Américains l'ont envoyé en Syrie, son pays natal, où il affirme avoir été torturé pour lui faire avouer des liens avec al-Qaïda qu'il nie vigoureusement. — PC

FEUILLES

SUITE DE LA PAGE 1

ses propres ministres, quand Bernard Landry avait lancé son plan d'action intitulé *Horizon 2005*. Pourtant, en l'espace de quelques semaines, le PQ avait été propulsé en tête des sondages, alors qu'on ne lui concédait plus qu'une poignée de comtés. Tout s'était ensuite déroulé à merveille... jusqu'à deux semaines des élections.

Les bons coups des libéraux laissent tout de même 59 % d'insatisfaits, direz-vous. C'est précisément la grande question que pose encore une fois ce sondage: comment expliquer qu'avec un gouvernement et un premier ministre aussi impopulaires, la lutte demeure aussi serrée? Quand André Boisclair a été élu chef, en novembre dernier, l'avance du PQ était de 20 points.

Avec 33 % de intentions de vote, il se retrouverait exactement au même niveau qu'aux élections du 14 avril 2003, alors qu'il avait subi sa pire défaite en trente ans. Soit, il y a les six points dont Léger Marketing crédite Québec solidaire, mais il ne faut pas confondre la cause et l'effet.

Les péquistes n'ont jamais voulu faire l'autopsie de la défaite de 2003. Les seuls résultats de la «saison des idées» ont été de forcer la dose de souveraineté dans le programme et de faire une place démesurée à la gauche syndicale dans le parti, sans vraiment se soucier de ce que la population pouvait en penser.

On n'a pas fini de mesurer les conséquences du congrès de juin 2005. Bernard Landry n'était guère aimé, mais on savait de quoi il était capable, qu'il s'agisse du meilleur ou du pire. M. Boisclair en a déçu plusieurs, mais il constitue surtout un gros point d'interrogation pour la population. Si le travail de Mario Dumont est plus apprécié que le sien, alors que l'ADQ ne va nulle part, c'est que son chef a eu tout le temps d'approviser les Québécois, qui se sont habitués à sa présence.

Louise Harel semblait un peu éberluée, hier, à l'idée que la population puisse renouveler sa confiance à un gouvernement qui a manqué systématiquement à ses engagements, mais il ne faut pas sous-estimer la crainte de l'inconnu.

Mme Harel est la première à savoir que M. Boisclair n'était pas prêt à devenir chef de parti, encore moins premier ministre. Cinq minutes avant que Bernard Landry n'annonce sa démission, il se faisait une joie de passer quelques années à Toronto, en attendant qu'une deuxième défaite péquiste consécutive ne lui ouvre la porte. Il plaingait même ses anciens collègues condamnés à voguer dans cette galère qu'était devenu le PQ.

L'annonce de la tenue d'élections partielles dans Taillon et Pointe-aux-Trembles ne signifie pas qu'il va pouvoir effectuer sa rentrée parlementaire à la mi-octobre. Il est vrai que l'Assemblée nationale devient usante à la longue pour un chef de l'opposition, mais elle peut aussi être une tribune très utile, si c'est seulement l'affaire de quelques mois. Pourquoi M. Charest l'offrirait-il à son adversaire?

La saison estivale est généralement bénéfique aux gouvernements. La discrétion qu'elle leur impose a souvent pour effet de faire grimper leur popularité de quelques points. Si, au début de l'automne, le PLQ franchissait la barre des 40 %, la tentation de déclencher des élections générales pourrait devenir très forte. Il n'y a rien comme l'odeur des feuilles mortes!

L'arrivée au pouvoir des conservateurs et les relations amicales entre Jean Charest et Stephen Harper ne sont certainement pas étrangères à la remontée des libéraux. La question est de savoir si la lune de miel va se poursuivre ou si elle va tourner au vinaigre.

Le PQ aura beau se scandaliser de ce flirt avec des gens aux valeurs contraires aux nôtres, les Québécois n'y verront pas d'objection si M. Harper livre la marchandise. En revanche, si les négociations sur le déséquilibre se revêlent aussi hasardeuses que le dit Michel Audet, il serait peut-être plus prudent de ne pas en attendre la conclusion.

mdavid@ledevoir.com

Rectificatifs

L'Association québécoise des centres de la petite enfance précise qu'elle n'étudie pas la possibilité d'entreprendre un recours juridique dans le dossier de l'équité salariale, contrairement à ce que nous écrivions jeudi en page A 3 sous le titre «Équité salariale: les CPE restent en plan».

L'exposition *Viva Cuba! - Une identité en révolution* sera présentée au Musée des beaux-arts de Montréal à compter du 2 octobre 2007 et non en 2008, comme nous l'écrivions mercredi dernier. Le travail sera consacré à tout l'art du XX^e siècle de Cuba et pas seulement à sa production artistique contemporaine.

SUITE DE LA PAGE 1

donc lui offrir cette occasion. Il doit répondre à toutes les questions, aux questions qui touchent le financement de son parti», a affirmé M. Charest.

Ce scrutin apparaît comme un passage obligé sans grand défi pour les libéraux. Les circonscriptions de Pointe-aux-Trembles et de Taillon sont des châteaux forts péquistes depuis des décennies.

Une bataille de femmes s'annonce dans Taillon, une circonscription au sud de Montréal. L'ex-vice-présidente du PQ, Marie Malavoy, cherchera à prendre la relève de Pauline Marois qui a tiré sa révérence en mars dernier après avoir tenté sa chance à la direction du PQ. L'ADQ y présente Karine Simard qui avait été candidate au scrutin général de 2003.

Véronique Mercier, directrice adjointe au cabinet de la présidente du Conseil du trésor, se présente sous la bannière libérale. Hier soir, cette jeune femme de 27 ans qui a également été attachée de presse du premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, a beaucoup misé sur son attachement à la circonscription, soulignant ainsi que Mme Malavoy y est parachutée pour l'occasion. «Mme Malavoy veut un bureau dans Taillon. Moi, j'y ai mon cœur et ma vie», a-t-elle lancé sous les applaudissements des quelque 200 militants libéraux réunis à Longueuil.

Sondages favorables

Cette assemblée partisane venait clore une journée encourageante pour Jean Charest. Plus tôt en après-midi, le premier ministre refusait de commenter les résultats du sondage Léger Marketing publiés le matin dans *Le Journal de Montréal*. Mais son large sourire était révélateur du plaisir qu'il avait de voir sa formation politique recueillir un plus grand appui dans la population.

Si des élections avaient eu lieu à la fin de la semaine dernière, le Parti libéral aurait récolté 37 % des votes contre 33 % pour le PQ, 17 % pour l'Action démocratique du Québec et 6 % pour Québec solidaire. Le sondage CROP publié ce matin dans *La Presse* indiquait que le PQ conserve une mince avance sur les troupes de Jean Charest. Mais les deux enquêtes d'opinion semblent constater la même remontée des libéraux.

«Le Québec va bien et notre gouvernement a travaillé beaucoup pour qu'on puisse améliorer la situation au Québec. On a connu un redressement depuis

SUITE DE LA PAGE 1

Un appel à des propositions de partenariat avec le privé est prévu au printemps 2007, la signature d'une entente de partenariat, à l'hiver 2008 et la livraison du bâtiment, en 2011.

À la forte déclaration d'intentions positives livrée hier, Guy Choynière, vice-président de l'Agence des partenariats public-privé, ajoute que les six prochains mois seront consacrés à «revalider les dossiers d'affaires afin de voir s'il y a un avantage à procéder en PPP».

Le projet occupera 25 % de l'esplanade de la Place des Arts, soit 3500 mètres carrés de surface au sol. Il ne remet nullement en cause la présence des activités festives au centre-ville, même s'il modifiera les habitudes.

L'architecture sera une donnée importante, paraît-il, dans le choix du partenaire, mais tout reste à faire à ce chapitre fondamental, comme l'explique *Le Devoir* en page C 8 sous la signature de Stéphane Baillargeon.

Le futur partenaire devra concevoir, construire et financer le projet, en plus de garantir au gouvernement les délais de construction. Il devra aussi absorber lui-même d'éventuels dépassements de coûts et entretenir à tous égards le bâtiment. En contrepartie, l'État s'engage à payer un loyer pour une période de 40 ans. Passé ce long délai, la Place des Arts deviendra propriétaire du bâtiment. Dans l'intervalle, l'État se réserve la pleine gestion artistique du nouvel espace de l'OSM pour 240 jours et par la Place des Arts pour 120 jours par année.

SUITE DE LA PAGE 1

Changeons de sujet. *That Face!*, le nouvel album de Frank Jr., est plutôt réussi. Les arrangements sont de qualité supérieure, les interprétations des *Cry Me A River*, *You'll Never Know* et autres *What A Difference A Day Makes*, dignes d'un Sinatra. Tous les musiciens sont nommés dans le livret: Frank Jr. vénère les standards et les musiciens qui les jouent bien. «C'est la musique qui est la vedette. La vraie musique populaire.» Et Frank Jr. de se lancer dans un cours d'histoire de la musique populaire américaine. Version Sinatra. «La dégénérescence de la musique a commencé avec le rock n'roll dans les années 50. Dans les années 60, il y a eu ce qu'ils ont appelé l'invasion britannique. Puis c'a été le punk-rock. Dans les années 80 est apparu le rap. Et pour empirer encore les choses, le rap est devenu gangster rap [sic], ce qui est carrément antisocial. Chaque fois que je pense qu'on a atteint le fond, ça s'avilit encore plus.» Bon. Ma question sur la carrière pop de sœur Nancy (*These Boots Are Made For Walkin'*) prend le bord. Frank Jr. n'a jamais été à gogo, même quand c'était de son âge. Pour plaie au Senior, suppose-t-on, il a défendu toute sa vie le répertoire des grands orchestres. «Real musicians playing real instruments making real music», résume-t-il.

Terrain plus sympathique, on parle de Nelson Riddle, le légendaire chef d'orchestre et arrangeur attiré de Frank Sr., avec lequel Frank Jr. a aussi travaillé. «Il a été mon professeur. La composition, l'or-

CHAREST

les trois dernières années de notre système de santé, du réseau de l'éducation, des finances publiques. La cote de crédit du Québec a été augmentée dans les dernières semaines. Pour les Québécois, c'est des dizaines de millions de dollars d'économies dans leurs poches», a déclaré M. Charest alors qu'il venait d'enclencher le projet de construction d'une salle de concert pour l'Orchestre symphonique de Montréal.

Orchestré par les bonnes nouvelles, M. Charest s'est montré plus ferme que jamais devant le gouvernement du Canada dans le dossier du déséquilibre fiscal, rappelant à Stephen Harper sa promesse de régler le problème. Et peu importe les déclarations du ministre des Finances, Jim Flaherty, qui a tenté lundi de baisser les attentes des provinces. «Il faut mettre les pendules à l'heure. Quand M. Harper est venu faire son discours le 19 décembre dernier à Québec, il n'était pas question d'augmenter les impôts des provinces. [...] Le gouvernement fédéral a pris un engagement très ferme, de la bouche de M. Harper, et ils devront respecter leur engagement», a affirmé Jean Charest, qui a donné l'assurance que les relations demeurent harmonieuses avec Ottawa.

Les difficultés du PQ

Pour le député Nicolas Girard, lieutenant politique d'André Boisclair, les résultats du sondage Léger Marketing s'expliquent justement par le contexte de «fédéralisme d'ouverture mis en avant par M. Harper». «Il y a des Québécois qui ont regardé ça d'un œil intéressé, mais je pense que le réveil va être brutal», a prédit M. Girard qui a minimisé la baisse constante de l'appui au Parti québécois depuis l'arrivée en poste d'André Boisclair en novembre dernier.

Selon le sondeur Jean-Marc Léger, «la difficulté pour le PQ, c'est de ramasser le vote d'opposition qui s'est dispersé dans différentes options». Le politologue Jean-Hermann Guay, professeur à l'Université de Sherbrooke, solidaire d'ailleurs que le nouveau parti Québec solidaire gruge 5 à 6 % des appuis au PQ.

Pour M. Guay, on ne peut parler pour l'instant de tendance, rappelant que le sondage a été mené dans le contexte de la sortie du rapport Moisan, qui a révélé la présence d'un financement illégal (96 400 \$) au sein du Parti québécois entre 1995 et 2000. Cela pourrait avoir influencé l'opinion des répondants.

De son côté, le député de Borduas, Jean-Pierre Charbonneau, a prévenu «il y a longtemps» le cau-

cus péquiste que rien n'était gagné et que «la pire chose en politique ou dans n'importe quelle dynamique où il y a des affrontements, c'est de sous-estimer un adversaire».

Au dire du chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, le véritable message de ce sondage, c'est la faiblesse d'André Boisclair. «Depuis qu'il a été élu chef du PQ, il a perdu plus du tiers de ses appuis», a souligné le chef adéquat. Selon lui, la population ne croit pas que le chef péquiste a l'étoffe d'un premier ministre du Québec.

Il n'est pas nécessaire qu'il ait beaucoup de sondages de cette eau-là pour que le Québec se retrouve en campagne électorale à l'automne, a-t-il fait valoir. «Il faut voir que les libéraux ont vécu des années noires. Ils étaient dans les bas-fonds de l'insatisfaction. Alors, pour qu'ils redevenaient optimistes, ça ne leur prend pas beaucoup de lumière», estime M. Dumont.

Le député de Charlevoix, Rosaire Bertrand, qui est chargé de l'organisation du PQ dans la région de Québec et de Chaudière-Appalaches, a reconnu que le chef péquiste est désavantagé à cause de son absence de l'Assemblée nationale. M. Bertrand a été de ceux qui ont conseillé à M. Boisclair de se consacrer à l'organisation du parti plutôt que de chercher à se faire élire député. «Je savais, en faisant cette recommandation, qu'à court terme il y aurait un prix à payer sur le plan de l'opinion publique», a dit M. Bertrand.

Le député libéral de Brome-Missisquoi, Pierre Paradis, n'est pas trop surpris par les résultats de ce sondage. Il a rappelé que le taux d'insatisfaction à l'endroit du gouvernement avait chuté à 54 % peu après la victoire des conservateurs à Ottawa pour ensuite remonter à 66 %, dans la foulée de la controverse entourant la vente du mont Orford. «À 54 %, on ouvre la fenêtre pour le déclenchement des élections. À 59 %, on entrebâille la porte. Il faudrait que la tendance continue», a souligné M. Paradis.

De passage à Québec pour annoncer un autre investissement militaire, le ministre fédéral des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier, a reconnu que le fédéralisme d'ouverture mis en avant par le gouvernement Harper n'a certes pas nui au gouvernement Charest, mais il a souligné que «M. Charest mène sa barque» et dans les sondages, «il apparaît qu'il fait bien».

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille
Le Devoir

OSM

Le PPP ainsi défini est censé garantir «un partage optimal des risques, un contrôle des coûts, un respect des dates, une assurance du maintien des actifs», comme le souligne Denis Delangie, responsable des interventions stratégiques au ministère de la Culture.

Pour l'instant, la seule chose vraiment définie dans ce projet est le concept de la salle elle-même. Elle sera de type «shoebbox» (boîte à chaussures), comportant 1900 places, avec une scène destinée à 120 instrumentistes et 200 choristes, «sans arrières-scène, sans fosse d'orchestre, sans possibilité d'y présenter un spectacle avec décors», comme l'a précisé Marie Lavigne, la directrice de la Place des Arts. L'OSM devrait faire fonctionner la salle à son profit pendant les deux tiers de l'année, ce qui laisse présumer que l'Orchestre métropolitain et l'Opéra resteront dans leurs salles actuelles.

Une salle de l'OSM plutôt qu'une «maison de la musique»? La situation ne choque pas la ministre Beauchamp, même si celle-ci concède que «la question de la gestion de la salle est une forme de partenariat entre l'OSM et la PdA et fera l'objet de négociations et de discussions».

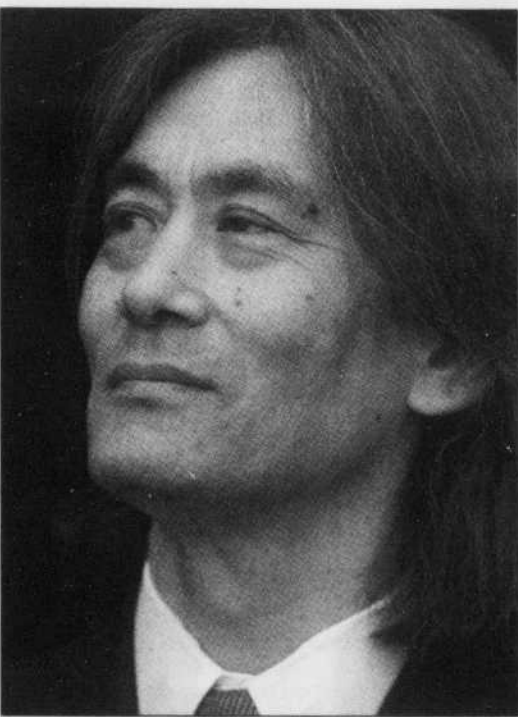
Le déménagement de l'OSM libérera seize semaines de programmation à la PdA. Cela devrait lui permettre de recevoir de nouveaux producteurs, notamment dans le domaine de la musique populaire, afin d'attirer une nouvelle clientèle plus diversifiée, comme l'exprimait hier François Macerola, le président de la Place des Arts.

Collaborateur du Devoir

SINATRA

chestrat, j'ai tout appris de lui. Ses orchestrations étaient comme des photographies, des peintures. C'est la vie qu'il exprimait.» En 1988, Frank Jr. devint le chef d'orchestre de son père, à la demande de celui-ci. «Ces sept années sur scène auprès de mon père ont été extraordinaires, même s'il était encore plus dur avec moi qu'avec tous ses précédents chefs d'orchestre. Mais je comprenais ça. C'était un perfectionniste. Et un homme fier.» Frank Jr. n'est pas tendre envers les Michael Bublé et autres crooners de la nouvelle génération. «J'aimerais les entendre chanter vraiment les grandes chansons au lieu de faire semblant. Ils ne vivent pas l'histoire que la chanson raconte, et ils ne peuvent donc pas la transmettre aux gens.» Bublé peut bien faire des ballounes, il n'aura pas l'aval de la famille royale.

La-dessus, allez, courage, caillons mafia. Dans un épisode de la série *The Sopranos*, chronique des petits tracas du patron d'une «famille» du New Jersey, Frank Jr. joue son propre rôle dans une scène de partie de poker. Paulie Walnuts, un des «capitaines» de la famille, le surnomme en toute ironie le «Chairboy of the Board». Frank Jr. est donc capable d'autodérision? «J'ai été ravi d'être invité. C'est la meilleure émission à la télé.» À croire qu'il y croit. Au début de 2006, Frank Jr. a aussi été la vedette d'un épisode du dessin animé satirique *The Family Guy*. «La chose remarquable est que j'ai pu y chanter du matériel original, accompagné par un grand orchestre. Ils n'ont pas fait les choses à moitié. Ce sont des professionnels.» Critère ultime pour un Sinatra. Être un Sinatra. Quel poids, tout de même.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
L'Orchestre symphonique de Montréal et son directeur artistique Kent Nagano devraient pouvoir disposer d'une nouvelle salle de 1900 places d'ici 2011.

Collaborateur du Devoir

Frank Sinatra Jr. présente *Sinatra Sings Sinatra* au Cabaret du Casino de Montréal jusqu'au 30 juillet.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organisations reconnues dans la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par l'imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de l'imprimerie Québecor Inc., 512, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le Devoir est distribué par Messagerie Dynamique, division du Groupe Québecor Inc., 800, boulevard Saint-Martin Ouest, Lével, Envoi de publication — Enregistrement n° 9628. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par groupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

AGORA

Djihad: appel à la résistance contre... l'émotion

Page B 4



ESPAGNE

Zapatero présentera son projet de pourparlers avec l'ETA

Page B 3

CABIER
B

LE MONDE

L'armée israélienne donne l'assaut à Gaza

L'armée israélienne a lancé la nuit dernière l'offensive terrestre qu'elle menaçait de déclencher dans la bande de Gaza après l'enlèvement d'un soldat lors d'une attaque palestinienne dimanche.

«L'entrée de nos forces a commencé dans le sud de la bande de Gaza», a indiqué un porte-parole militaire au moment du déclenchement de l'incursion.

Alors que d'intenses échanges de tirs retentissaient, les blindés ont passé la frontière près de Rafah, dans le sud du territoire dont Tsahal s'était retirée l'été dernier au terme de 38 ans d'occupation.

Des chars, des transporteurs de troupes blindés, précédés de bulldozers et d'engins de terrassement, se sont dirigés vers l'intérieur de la bande de Gaza par le point de passage de Kerem Shalom.

L'aviation a par ailleurs bombardé trois ponts situés sur l'un des principaux axes nord-sud pour empêcher les activistes de déplacer leur otage. Un hélicoptère a également ouvert le feu sur une centrale

électrique du centre de la bande de Gaza, plongeant l'essentiel du territoire dans le noir. Selon des sources sécuritaires palestiniennes et des responsables de la défense civile, la station visée distribuait le courant en provenance d'Israël à 70 % de la bande de Gaza.

« Israël est prêt pour une offensive de longue haleine contre les organisations terroristes »

Le président palestinien Mahmoud Abbas, qui s'était rendu dans la bande de Gaza pour négocier avec le premier ministre Ismaïl Haniyeh, n'a pu regagner son quartier général de Ramallah, en Cisjordanie, en raison du blocus de l'armée israélienne.

Selon un porte-parole militaire, «toutes les actions entreprises par l'armée israélienne visent d'abord à libérer le soldat enlevé» lors d'une attaque en bordure de la bande de Gaza.

Il s'est refusé à fournir des indications sur l'importance des effectifs engagés et sur l'ampleur de l'opération en cours. Des sources militaires israéliennes avaient fait état du déploiement de plusieurs milliers d'hommes et de centaines de blindés.

Dans le secteur de Rafah, des hélicoptères d'assaut israéliens de type Apache survolaient le secteur et mitraillaient des objectifs. Par ailleurs, l'artillerie israélienne a repris durant la nuit ses bombardements contre le nord de la bande de Gaza. Les tirs avaient été suspendus après la mort le 9 juin dans une explosion de huit civils palestiniens sur une plage imputée à l'armée israélienne.

Le premier ministre israélien Ehoud Olmert avait averti mardi qu'Israël était «prêt pour une offensive de longue haleine contre les organisations terroristes». «Nous ne céderons pas face aux terroristes et aucun terroriste ne sera à l'abri».

Lundi, il avait déjà prévenu que «le moment où nous lancerons une opération de grande envergure se rapproche, nous n'attendons pas indéfiniment, car nous n'avons pas l'intention d'être le jouet d'un chantage de la part du Hamas», qui dirige le gouvernement palestinien.

Selon la télévision publique, les efforts en vue d'obtenir la libération par la négociation du soldat



Un soldat israélien dirigeait un char d'assaut hier dans la région de Mesalim.

ELIANA APONTE REUTERS

Le Hamas fait un pas vers la reconnaissance implicite d'Israël

Abbas et Haniyeh signent un document d'entente nationale

Le Hamas, à la tête du gouvernement palestinien, a fait un pas important hier vers la reconnaissance implicite d'Israël en signant un document d'entente nationale agréé par les mouvements palestiniens.

L'accord est intervenu après plus d'un mois de tractations ardues entre le Hamas et le Fatah, du président Mahmoud Abbas, qui se livrent à une intense lutte de pouvoir depuis le début de leur cohabitation au pouvoir en février.

«Avec la participation des représentants de toutes les forces islamiques et nationales, de la société civile et du secteur privé [...] nous avons conclu un accord d'entente avec des changements» sur quelques points, a affirmé Ibrahim Abou Najja, qui est à la tête d'un comité rassemblant tous les groupes. «Cela signifie que le Hamas accepte le principe d'une solution basée sur deux États», a-t-il ajouté en allusion à la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël et non à sa place. La formulation retenue semble laisser au Hamas une certaine marge de manœuvre sur cette question. Ce dernier a d'ailleurs immédiatement souligné qu'il maintenait son «programme de résistance», affirmant que l'accord contenait une clause évoquant «la non-reconnaissance de la légitimité de l'Occupation».

La formulation choisie souligne toutefois que les différentes initiatives prises pour parvenir à un État palestinien, y compris la recherche par le monde arabe d'une paix avec Israël, doivent servir la cause du peuple pale-

stinien et ses intérêts. Cela pourrait permettre au Hamas de rejeter, sur ces critères, tout arrangement avec Israël ou toute reconnaissance de l'État juif qui lui semblerait contraire à sa position.

L'accord va être présenté au premier ministre du Hamas, Ismaïl Haniyeh, et à M. Abbas afin qu'ils l'entérinent et le finalisent si nécessaire. M. Abbas est présent à Gaza au plus fort d'une crise provoquée par l'enlèvement d'un soldat israélien.

« C'est le début d'une nouvelle ère pour un travail en commun »

«C'est le début d'une nouvelle ère pour un travail en commun sur toutes les questions politiques, la résistance et la situation intérieure», s'est félicité le porte-parole du gouvernement du Hamas, Ghazi Hamad.

Le président Abbas entendait soumettre ce texte à référendum le 26 juillet si les parties n'avaient pas réussi à s'entendre sur sa teneur. Le Hamas, vainqueur des législatives de janvier, dont la charte prône la destruction d'Israël, a toujours refusé depuis sa création, fin 1987, début 1988, lors de la première intifada, le droit de l'État juif à l'existence.

Le texte, élaboré par des cadres des mouvements emprisonnés en Israël, stipule l'établissement d'un État indépendant sur les territoires occupés par Israël en 1967 (Cisjordanie et bande de Gaza) avec Jérusalem comme capitale et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ce qui revient à une reconnaissance implicite d'Israël. Il prévoit aussi de concentrer la résis-

tance dans les limites des territoires occupés depuis 1967, alors que les opérations les plus meurtrières ont jusqu'à présent eu lieu en Israël.

Israël a qualifié l'accord d'affaire interne palestinienne. «Nous sommes concentrés actuellement sur une seule chose: le sort du soldat Gilad Shalit», a indiqué Mark Reggev, le porte-parole du gouvernement israélien.

L'administration américaine a accueilli avec réserve cette annonce, la qualifiant de «choses vagues que les parties tentent de marchander à travers les médias». La Commission européenne a pour sa part salué l'accord, espérant qu'il marquerait le début d'un processus qui mènera les mouvements palestiniens à reconnaître Israël et à renoncer à la violence.

Le dialogue national, lancé le 25 mai, avait pour but de mettre un terme à une crise entre le Hamas et le Fatah, qui a dégénéré en affrontements armés ayant fait une quinzaine de morts, et tenter de rétablir le versement des aides internationales, suspendues après la prise de fonction du Hamas en mars.

Toutefois, rien n'indique que la communauté internationale va reprendre le versement des aides, dont la suspension a laissé les territoires palestiniens au bord de l'asphyxie financière.

Elle a posé trois conditions au Hamas pour la reprise des aides: la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël et des accords signés entre l'État hébreu et les Palestiniens ainsi que l'abandon de la lutte armée.

Agence France-Presse et Reuters

Conférence de l'ONU sur les armes légères

Duel de lobbys

CLAUDE LÉVESQUE

Deux lobbys diamétralement opposés s'affrontent au moyen de pétitions à la conférence des Nations unies sur les armes légères, qui s'est ouverte lundi à New York.

D'un côté, la coalition Contrôle les armes, menée par Amnesty internationale, Oxfam et le Réseau international d'action sur les armes légères (IANSA), et, de l'autre, la puissante National Rifle Association (NRA), le lobby américain des armes à feu.

Le premier groupe a déjà commencé à engranger quelques succès, à commencer par l'engagement pris lundi par le Canada d'appuyer l'ouverture de négociations sur un futur traité international en la matière.

«Si le Canada et d'autres pays se disent ici d'accord avec ce principe, il n'en acquerra que plus de poids», a signalé hier Lina Holgin, agente de plaidoyer à Oxfam Québec.

Un total de 45 pays, dont la Grande-Bretagne et la France, qui sont d'importants producteurs d'armes légères, appuient le principe d'un traité international.

La conférence de New York, qui réunit jusqu'au 7 juillet quelque 2000 représentants de gouvernements, d'organisations internationales et d'ONG, a pour but d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre d'un «programme d'action» adopté par l'ONU en 2001.

Les pays membres s'étaient alors engagés à détruire les armes illégales, à adopter ou renforcer leurs lois nationales aidant à criminaliser le commerce illicite des petites armes, à réglementer les activités des négociants, à imposer des contrôles stricts à l'importation comme à l'exportation et à coordonner les efforts internationaux dans ce domaine. Le traité ne fait pas partie de l'ordre du jour de la conférence, même si son principe a été évoqué lors des discussions.

La représentante d'Oxfam a fait écho au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui avait fait état de «progrès» lundi. En entrevue téléphonique, Mme Holgin a rappelé hier que certains pays à titre individuel, ainsi que le bloc de la CEDEAO (Afrique de l'Ouest), ont déjà adopté un moratoire sur les

transferts d'armes légères dans le but d'empêcher qu'elles ne tombent entre les mains de certains États ou individus.

En revanche, il y a toujours des pays qui refusent de discuter de la délicate question de la possession d'armes par des civils. C'est surtout à ce sujet que la NRA concentre ses interventions.

«Nous nous opposons à tout traité contraignant qui viserait à contrôler ou à imposer un moratoire sur la prolifération des armes légères. Des mots comme "moratoire", "armes légères" et "prolifération" peuvent être interprétés de plusieurs façons et être utilisés pour restreindre les droits garantis par le 2^e amendement à la Constitution américaine», affirme Ashley Varner, porte-parole de la NRA.

Cette dernière a dit trouver «inquiétant le mouvement au sein de la communauté internationale qui a convaincu récemment des pays comme le Canada, la Grande-Bretagne et l'Australie d'adopter des programmes de contrôle des armes à feu».

VOIR PAGE B 2: LOBBY



Andres Manuel López Obrador

MEXIQUE

Obrador est la cible du patronat

Mexico — Le patronat mexicain fait campagne contre le candidat de gauche à la présidence du Mexique, Andres Manuel López Obrador, dans plusieurs publicités télévisées diffusées depuis le début de la semaine par les chaînes de télévision mexicaines. Alors que l'élection se déroulera dimanche, le Conseil coordonnateur patronal (CCE) met en garde contre le

VOIR PAGE B 2: MEXIQUE

1,3 million d'Irakiens ont été déplacés

Bagdad — Le nombre des personnes déplacées a augmenté de 150 000 depuis l'attentat commis le 22 février dernier, perpétré contre un sanctuaire chiite à Samarra. Cette opération a provoqué représailles et contre-représailles en chaîne, entraînant l'Irak au bord de la guerre civile.

«On estime à 1,3 million le nombre des personnes déplacées en Irak, soit près de 5 % de la population», précise l'UNAMI.

Ce chiffre, qui comprend toutefois les personnes déplacées par le conflit irano-irakien des années 1980, est largement supérieur à celui qu'a avancé lundi le gouvernement irakien, qui parle de 130 000 individus déracinés.

La question des réfugiés, qui existe de longue date en Irak, a pris encore plus d'acuité après l'attentat, le 22 février dernier, perpétré contre un sanctuaire chiite à Samarra. Cette opération a provoqué représailles et contre-représailles en chaîne, entraînant l'Irak au bord de la guerre civile.

«Les déplacements de population qui ont eu lieu après l'attentat de Samarra ont touché de façon égale l'ensemble des communautés irakiennes», note l'UNAMI.

La violence a contraint les sunnites à se réfugier au nord et les chiites à rejoindre leur base naturelle dans le sud, ce qui laisse craindre une «balkanisation» du pays.

En prenant connaissance lundi des chiffres gouvernementaux, les députés ont demandé aux membres du gouvernement de fournir plus d'aide

VOIR PAGE B 3: IRAK

LE MONDE

L'otage se porte bien

Les FARC offrent de libérer Betancourt

Paris — Les FARC sont toujours prêtes à relâcher 50 personnalités, dont Ingrid Betancourt, en échange de la remise en liberté de 500 guérilleros, affirme le numéro 2 des rebelles colombiens, Raul Reyes, dans *L'Humanité* du 27 juin.

Le commandant des Forces armées révolutionnaires de Colombie précise que l'otage franco-colombienne détenue depuis quatre ans «*va bien, dans la mesure de l'environnement où elle se trouve*». Il réitère l'exigence des FARC d'une démilitarisation de deux municipalités, exige que le président Alvaro Uribe a refusé jusqu'à présent, afin d'amorcer un processus d'accord humanitaire.

«*Nous aspirons à la réconciliation mais le président Uribe a rompu le dialogue*», déplore-t-il. Il souligne que les FARC «*sont disposées à libérer Ingrid Betancourt, les trois agents de la CIA, tous les commandants et les policiers retenus depuis six ans, des dirigeants politiques comme les députés du Valle del Cauca*». «*Cela concerne à peu près 50 personnalités*», précise-t-il.

Raul Reyes souligne que les rebelles «*demandent en échange la libération de tous les guérilleros et guérilleros qui, au moment de la signature de l'accord, se trouvent privés de liberté, y compris Simon Trinidad et Sonia, extradés aux États-Unis*».

«*Les guérilleros, les prisonniers*

politiques et leurs familles respectives, tous attendent un accord humanitaire», insiste-t-il.

Selon Raul Reyes, Ingrid Betancourt, ex-candidate écologiste à l'élection présidentielle en Colombie, n'a pas été capturée «*parce qu'elle est française ou pour des raisons économiques*» mais pour obtenir la libération des guérilleros. «*Ce n'est pas facile quand on est privé de liberté. Mais c'est une femme intelligente, affable*», dit-il.

Le numéro 2 des FARC précise avoir parlé des blocages en vue d'un accord humanitaire «*avec les pays amis comme la France et la Suisse*», ainsi qu'avec le gouvernement espagnol.

Le gouvernement français a récemment accepté de créer une cellule de crise officielle chargée d'œuvrer à la libération d'Ingrid Betancourt. Le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, avait alors rappelé «*la pleine mobilisation des plus hautes autorités de l'Etat et de l'ensemble du gouvernement français pour obtenir la libération*» de l'otage franco-colombienne. Il avait souligné que «*les affaires d'otages devaient allier discrétion, détermination et unité d'action*».

Plus de 4000 personnes sont détenues dans la jungle colombienne par les FARC.

Reuters

La droite s'opposera à tous pourparlers

Zapatero veut discuter avec l'ETA

Le premier ministre présentera son projet cette semaine

JANE BARRETT

Madrid — Après quatre décennies de violence séparatiste, le premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, va présenter cette semaine ses projets de pourparlers de paix avec l'ETA, mais la vive résistance de la droite risque fort de compliquer un tel processus de négociations.

D'autres gouvernements espagnols ont bien tenté avant lui de mettre fin à la lutte insurrectionnelle des indépendantistes basques, jugés responsables de plus de 800 morts dans le nord de l'Espagne et le sud-ouest de la France. Affaibli par le rejet populaire de toute action terroriste, l'ETA a annoncé en mars dernier un cessez-le-feu permanent, et Zapatero veut en profiter.

La droite espagnole a soutenu le projet de pourparlers du gouvernement espagnol, avant de lui

retirer son appui début juin. Le Parti populaire (PP), dirigé par Mariano Rajoy, a estimé que les socialistes avaient franchi une ligne rouge en annonçant qu'ils engageraient le dialogue avec Batasuna, formation nationaliste basque interdite par la justice pour ses liens avec l'ETA.

«*Quand on discute avec quelqu'un qui porte un pistolet en guise d'instrument de négociation, on a perdu. C'est illégal, immoral et inutile*», a rappelé Rajoy en fin de semaine.

Les observateurs estiment que, même sans le soutien de l'opposition, Zapatero annoncera son projet de pourparlers cette semaine aux Cortes (parlement). Mais la tâche sera plus dure pour lui, car les activistes de l'ETA craignent que l'accord conclu ne soit annulé si la droite revient au pouvoir.

L'absence du soutien de la droite «*sera sans doute une difficulté majeure, dans la mesure où l'autre*

camp souhaite toujours un minimum de consensus entre les deux partis susceptibles de gouverner le pays», estime ainsi Julian Santamaria, professeur de sciences politiques à l'université de Complutence, à Madrid.

Le PP aurait entamé des négociations avec Batasuna et l'ETA quand il était au pouvoir, avant de durcir sa position après plusieurs ruptures de cessez-le-feu.

Soutien important

L'ETA est aujourd'hui affaibli par des années d'opérations de police et, après les attentats perpétrés par des islamistes le 11 septembre 2004 à Madrid, la population espagnole accepte beaucoup moins les violences.

Sous Zapatero, la police a continué à traquer les indépendantistes, arrêtant même des membres fondateurs de l'organisation la semaine dernière.

Mais les Espagnols n'approuvent pas la décision du gouvernement de ne pas emprisonner les dirigeants de Batasuna et ont été révoltés par l'attitude d'un homme présumément membre de l'ETA qui, la semaine dernière, lors de son procès pour l'assassinat d'un homme politique en 1997, n'a exprimé aucun remords.

Pourtant, un sondage effectué lundi montre que 60 % des Espagnols soutiennent le projet de Zapatero et que 55 % estiment que l'opposition a eu tort de retirer son appui.

Pour Patxi Lopez, secrétaire générale du Parti socialiste basque, les discussions doivent désormais débiter le plus vite possible, car «*la route va être longue et difficile. J'espère que, même si nous commençons sans le soutien du PP, il finira par nous rejoindre*».

Reuters

Le retour des talibans

La guérilla islamiste en Afghanistan s'est développée au point d'obliger les forces de la coalition à lancer de véritables offensives

JEAN-PIERRE PERRIN

Même aux heures les plus sombres de la guerre sainte (1979-92) contre l'Armée rouge et le régime communiste de Kaboul, l'attentat suicide n'avait jamais été utilisé par les moudjahidines afghans. Pas davantage pendant l'interminable guerre civile (1992-96) que se livrèrent les factions de guérilleros victorieuses, ni pendant les conflits successifs qui virent les talibans conquérir presque tout le pays, puis le perdre après l'intervention américaine de l'automne 2001. Aujourd'hui, non seulement l'Afghanistan est confronté aux attentats suicide, mais ceux-ci sont sans cesse plus nombreux. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier, 26 attentats suicide se sont produits dans le seul sud du pays, pour l'essentiel à Kandahar, la capitale du Sud. Bilan: 54 morts et 133 blessés. Ce qui fait dire au journaliste pakistanais Ahmed Rashid, spécialiste de l'Asie centrale et des mouvements islamistes de cette région, que «*des liens ont été établis entre les insurgés d'Irak et ceux d'Afghanistan*».

Jusqu'à l'automne 2005, la guérilla islamiste, réapparue en Afghanistan en 2002, était de faible intensité. Ainsi, elle n'a pu empêcher ni même vraiment perturber les élections législatives de septembre 2005. C'est après ce scrutin qu'elle s'est développée au point d'obliger aujourd'hui les forces de la coalition à lancer de véritables offensives, avec appui aérien, dans les provinces de Kandahar, d'Orozgan, de Zabol et de Helmand. Baptisée «*Assaut engage depuis la mi-mai quelque 11 000 militaires, britanniques, canadiens et américains, plus 3000 soldats afghans*». Ce regain de violence survient aussi au moment où la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF, commandée par l'OTAN) s'apprête à succéder aux forces américaines dans le Sud. Faut-il croire les services de presse de la coalition à Kaboul, qui annoncent des hécatombes dans les rangs talibans? Sans doute pas, d'autant que ces bilans ne peuvent être vérifiés par des sources indépendantes.

Radicalisation

En fait, ces talibans qui reviennent aujourd'hui en force dans les provinces du Sud et de l'Est ne sont pas vraiment les mêmes



AHMAD MASOOD REUTERS

Un paysan afghan travaille son lopin de terre en banlieue de Kaboul.

que ceux qui régnaient naguère sur l'Afghanistan. Ceux-là ne s'appuient pas sur des revendications préralables. Ils sont plus idéologiques, plus violents. Ils assassinent systématiquement leurs opposants, n'hésitant plus à éliminer des chefs tribaux ou de communauté, ce qui était rare auparavant. Cette radicalisation semble avoir son origine également en Irak. Les mêmes «*étudiants en religion*» apparaissent mieux entraînés à la guerre moderne, capables d'utiliser des engins explosifs perfectionnés, là encore comme en Irak.

Pourtant, on retrouve parfois de grands chefs pachtounes du passé, comme Jalaluddin Haqqani, une personnalité à la fois religieuse et tribale, héros de la lutte contre les Soviétiques, qui rallia plus tard les talibans. Les Américains avaient affirmé l'avoir tué en 2001.

Faux, puisqu'il s'est fait entendre en avril sur la télévision qatarienne al-Jazira: «*Par la volonté de Dieu, les forces américaines quitteront [l'Afghanistan] très*

bientôt, complètement démolies, comme les Russes». Au départ des troupes américaines, leurs employés ou ceux du gouvernement afghan connaîtront «*une vie d'humiliation et d'aviilissement*», a-t-il menacé, probablement depuis le Pakistan.

Son retour sur le devant de la scène pourrait porter l'insurrection dans certaines provinces, comme le Paktya, une région stratégique aux portes de Kaboul. Déjà, la violence a contaminé le Nouristan voisin, où on signalait la semaine dernière trois enlèvements revendiqués par les talibans.

Là encore, toutes ces provinces — à l'exception de l'Helmand, d'où est originaire le mollah Omar — ont des frontières avec le Pakistan, où les talibans peuvent se replier après chaque opération. Ces sanctuaires pakistanais, que le président Hamid Karzaï désigne diplomatiquement par l'expression «*facteurs étrangers*», expliquent en grande partie, selon lui, l'actuelle détérioration de la situation.

Main tendue

En effet, si les talibans ne constituent en rien une menace militaire contre son pouvoir, ils sapent néanmoins à la fois ses projets de reconstruction et sa crédibilité politique. Sa main tendue aux talibans, baptisée «*réconciliation nationale*» — le pardon contre un adieu aux armes — est à l'évidence un échec. «*Les talibans existent en attaquant des écoles, des enfants, en tuant des innocents, des religieux, en harcelant des ouvriers de chantier de construction de routes, des ingénieurs. Ils ne sont pas à la hauteur de nos capacités de combat*», a-t-il assuré à la télévision, réagissant à la diffusion par une station pakistanaise d'un enregistrement sonore imputé au mollah Omar.

Mais en traitant aussi l'ancien chef des talibans de «*lâche*» et en l'accusant de n'avoir «*aucunes troupes*», il a fait brutalement resurgir le fantôme de ce dernier et témoigné qu'il existait encore.

Libération

EN BREF

Le Monténégro à l'ONU

Podgorica — Le président monténégrin Filip Vujanovic s'adressera aujourd'hui à l'Assemblée générale des Nations unies à New York lors de l'admission officielle du Monténégro, a annoncé hier le bureau de M. Vujanovic dans un communiqué. «*Après que le Monténégro aura été officiellement admis à l'ONU, le président Vujanovic assistera à la levée du drapeau du Monténégro devant le bâtiment des Nations unies à New York*», ajoute le communiqué. Le Conseil de sécurité a recommandé le 22 juin à l'Assemblée générale l'admission du Monténégro comme 192^e membre de l'organisation mondiale. Une porte-parole de l'ONU a indiqué que l'Assemblée générale se réunira aujourd'hui à ce sujet. Le Monténégro a proclamé son indépendance le 3 juin, après la tenue le 21 mai d'un référendum lors duquel 55,5 % des électeurs monténégrins se sont prononcés pour la séparation de leur république d'avec la Serbie. — Reuters

Poutine appelle Washington à négocier

Moscou — Le président russe, Vladimir Poutine, a invité hier les États-Unis à engager des négociations sur un nouveau traité de désarmement appelé à succéder à l'accord Start sur une réduction des arsenaux nucléaires, qui expire en 2009. «*Nous proposons à nos partenaires américains de lancer un processus de négociations pour remplacer l'accord Start, qui expire en 2009*», a déclaré Poutine lors d'une réunion de diplomates et de responsables du ministère russe des Affaires étrangères à Moscou. L'accord Start, rebaptisé par la sui-

te Start-1, a été signé par le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev et par le président George Bush senior en juillet 1991. Il engageait les États-Unis et la Russie à réduire leurs arsenaux de longue portée de 30 à 40%. — Reuters

Mandat d'arrêt du TPI

La Haye — Le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie a lancé un mandat d'arrêt contre l'ancien premier ministre serbe bosniaque Branko Deric, qui ne s'est pas présenté au procès de l'ex-dirigeant serbe de Bosnie Momcilo Krajisnik, a annoncé le TPI hier. Le TPI demande aux autorités bosniaques d'arrêter et de transférer Deric au siège du Tribunal à La Haye pour y répondre d'outrage à la cour, selon un communiqué. En dépit d'une ordonnance de comparution, Deric ne s'est pas présenté lundi au procès de Krajisnik. Il risque jusqu'à sept ans de prison et 100 000 euros d'amende. — AFP

Partition menaçante

Pristina — Toute tentative de la Serbie de procéder à une partition du Kosovo risque de raviver les tensions parmi les Albanais de souche de la région de la vallée de Presevo, dans le sud de la Serbie, et de menacer la stabilité de la région, a déclaré l'International Crisis Group (ICG), club de réflexion basé à Bruxelles. Alors même que, les négociations étant en cours sur le statut définitif du Kosovo, une indépendance de la province semble de plus en plus probable, la Serbie paraît vouloir poursuivre une politique qui entraînerait la partition. — Reuters

ISRAËL

SUITE DE LA PAGE B 1

enlevé étaient dans l'impasse. Mais un médiateur a toutefois jugé prématuré de parler d'échec. «*Il faudra attendre quelques heures avant de savoir si c'est désespéré*», a-t-il ajouté sous le couvert de l'anonymat.

Le caporal Gilad Shavit, 19 ans, qui a la double nationalité israélienne et française, a été enlevé dimanche lors d'une attaque d'un commando palestinien contre un poste militaire à la lisière de la bande de Gaza. Deux autres soldats israéliens et deux Palestiniens ont été tués dans l'attaque.

La branche militaire du Hamas ainsi que deux autres groupes armés, auteurs de l'attaque de dimanche, ont exigé la libération par Israël de prisonnières et détenus mineurs en échange uniquement d'informations sur le soldat.

Un porte-parole d'un de ces groupes, les comités de la résistance populaire, a réitéré ces re-

vendications et le refus de libérer le soldat tant qu'elles ne sont pas prises en compte. Ces exigences ont été rejetées par Israël.

Le Haut représentant de la diplomatie européenne, Javier Solana, a appelé le gouvernement israélien à privilégier une solution politique, plutôt que militaire, pour obtenir la libération du soldat enlevé.

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a appelé Israéliens et Palestiniens au calme pour permettre la libération du soldat.

Par ailleurs, la télévision publique israélienne a annoncé qu'un jeune colon disparu en Cisjordanie alors qu'il faisait de l'auto-stop avait été enlevé. Un porte-parole des comités de la résistance populaire a affirmé à Gaza que son groupe avait réussi à enlever un colon israélien hundi en Cisjordanie.

Agence France-Presse et Reuters

SUITE DE LA PAGE B 1

et de sécurité pour tenter de contenir la crise. «*Il faudrait plus de visites d'inspection sur le terrain pour comprendre leur calvaire*», a estimé Dhafir al-Ani, un député sunnite. De nombreux sunnites et chiites fuient désormais les régions où les membres de leur confession ne sont pas majoritaires. Huit cents familles kurdes et 90 familles chrétiennes ont aussi été recensées parmi les nouveaux réfugiés ces quatre derniers mois.

Certains craignent désormais qu'à Bagdad le Tigre ne fasse offi-

ce de ligne de démarcation entre quartiers sunnites et quartiers chiites, à l'image de la «*ligne verte*» ayant séparé à Beyrouth le secteur chrétien et le secteur musulman pendant la guerre civile libanaise, dans les années 1980.

Un deuxième procès

Le deuxième procès de Saddam Hussein, pour génocide commis contre des Kurdes en 1988 dans le nord de l'Irak, s'ouvrira le 21 août, a déclaré hier un procureur du tribunal spécial chargé de le juger. L'instruction sur le rôle que le président déchu a joué dans la campagne antikurde d'An-

fal, qui a fait plus de 100 000 morts, a été bouclée au début d'avril.

Saddam Hussein ainsi que six coaccusés ont été inculpés, le 4 du même mois, de génocide lors de cette opération, présentée par l'ancien régime comme une opération de contre-insurrection en temps de guerre.

L'un des coaccusés, Ali Hassan al-Majid, le cousin de Saddam Hussein, dit Ali le chimique, est au centre de l'affaire. Il fait l'objet de nombreuses accusations, notamment celles d'utilisation de gaz toxiques, d'exécutions massives et d'établissement de camps de

détention pour soumettre le Nord kurde.

Selon diverses estimations, en plus des 100 000 personnes tuées, plus de 3000 villages ont été détruits pendant cette campagne, qui a également provoqué un déplacement massif de la population kurde.

De 1987 à 1989, des assauts avaient été lancés contre les Kurdes, avec notamment le gaza de la population de Halabja en 1988, qui avait fait 5000 morts. Cependant, Halabja n'est pas inclus dans le procès.

Agence France-Presse et Reuters

LES SPORTS

LA COUPE DU MONDE VOUS PARLE



Jean Dion

Toujours les mêmes

C'eût été, comme tout le monde l'a dit trente mille fois ces jours derniers, un tremblement de terre. Mais les tremblements de terre, a contrario des ouragans, ne s'annoncent pas. Ils débarquent chez vous, démolissent tout, et c'est tout. Un peu comme l'équipe brésilienne qui, elle, s'annonce toutefois. Voilà plus d'un demi-siècle qu'elle s'annonce, et pas grand monde n'a encore trouvé le moyen d'éviter les dégâts.

En fait, la seule avenue possible aurait été de jouer un petit tour pendable au Brésil. Lui dire, par exemple, qu'hier il jouerait contre l'Allemagne. Ou contre les Samoa-Occidentales. Le Brésil aurait été mélangé de se retrouver devant le Ghana et peut-être que, sous l'effet de la surprise, il aurait dansé le tango tout croche et scoré trois ou quatre fois dans ses buts.

Mais non, c'est même pas vrai. Le tango, c'est argentin. Au Brésil, selon mes sources, c'est la samba. Et tout le monde est tout le temps tout nu et fait le party à temps plein. Ils ne travaillent pas dans des usines au Brésil, ils dansent sur les chaînes de montage. Sérieux. Ce que vous pouvez être embêtants, des fois, avec vos clichés. Vous êtes-vous d'ailleurs déjà demandé ce qu'ils dansent, en Ukraine? Je le sais.

Pourtant, ainsi qu'annoncé ici même dans cette rubrique promise au Pulitzer de la voyance extralucide, l'Ukraine est toujours des nôtres dans ce Weltmeisterschaft 2006. (Et, permettez, ainsi qu'aussi annoncé dans cette rubrique candidate numéro un au Nobel de la prescience, deux équipes ayant terminé au deuxième rang de leur groupe au tour préliminaire, en l'occurrence cette bonne vieille Ukraine et la France, sont passées aux quarts de finale. Comme il est question ici de pelouse, je songe sérieusement à me renommer Professeur Gazon. Ça, ou Jan Vennegeoor of Hesselink, sans contredit le plus beau nom de joueur du tournoi.) Oui, l'Ukraine est invitée inattendue, et ça fait du bien, parce que pour le reste, convenons-en un peu, on a pas mal affaire aux mêmes que d'habitude. Voilà du reste le côté un peu ennuyeux de la Coupe du monde: toujours les mêmes. On pourrait faire un championnat avec le Brésil, l'Argentine, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la France, l'Espagne et une place pour le reste de la planète. Ça serait moins long, ça coûterait moins cher, et les supporters auraient moins d'occasions de descendre dans la rue et de la bloquer et de mettre en rondjudo nos sympathiques automobilistes mont-réalisés pressés d'aller nulle part faire rien.

Dans la même veine, au lieu de se déchirer entre voisins et de s'essouffier et de diminuer en fraîcheur, les Français et les Espagnols auraient dû, hier, s'asseoir en réunion consultative du suivi des objectifs et se faire un seul club avec les 11 meilleurs joueurs des deux équipes. De toute manière, ils vont aller se faire moucher par le Brésil au prochain tour, alors...

Quant à la Selecao, ça n'a pas été trop long, malencontreusement pour les Ghanéens. Quand vous perdez 1-0 contre les Auriverde après cinq minutes, ça ne regarde pas très bien. Et à la mi-temps, à 0-2, que pensez-vous qu'il s'est dit dans son xiphophore intérieur à l'occasion de ses propos de vestiaire, le Ghana? «O.K., y a rien là. Je lui ai laissé des chances, au Brésil, mais là, ça va faire. Je sors fort, j'en enfle trois et bonjour les quarts». Ben non, il ne s'est pas dit ça, le Ghana. Il s'est juste dit: «Calvette». Bien sûr, à moins de verser dans la lusophilie, vous, vous auriez aimé que le Ghana gagne. Ça aurait raffermi vos bons sentiments pour l'Afrique, un peu comme quand vous donnez à Oxfam. Mais ce sera pour une autre fois, c'est à l'air.

Maintenant, il faut annoncer la couleur pour les quarts de finale. L'exercice est plus périlleux que pour les huitièmes en raison de la diminution de l'échantillonnage en grappes, mais c'est comme ça quand on est impavide. J'annonce donc que des quatre équipes négligées au prochain tour — Argentine (en raison de l'avantage du terrain de l'Allemagne), Portugal (à cause de ses deux cartonnés absents, dont Deco), Ukraine et France — au moins une atteindra les demis. (En passant, la dernière fois, j'avais écrit de faire vos choix tout seuls parce que j'avais un avion à prendre pour Andorre, la zone frontalière tampon, avec plein d'exemptions fiscales, entre la France et l'Espagne. Or il appert qu'il n'y a pas d'aéroport à Andorre, ou du moins pas d'aéroport qui puisse accueillir un 767 comme celui que Le Devoir avait affrété pour que je sois au cœur de l'action. Je me suis donc mis au parachutisme. Aussi, si vous entendez un gars hurler parce qu'il est saucissonné autour d'une branche d'arbre, c'est moi. Je vous remercie de faire le 911, ou, comme il le faut désormais, le 514-911.)

Deux jours de congé dans la Coupe du monde. À quoi donc les occuper?, se demande confusément le fin. Les débarbouillettes sont déjà repassées, les châssis doubles sont déjà posés, les trombones sont déjà classés par taille et par couleur, il n'y a pas de course de vroum-vroum. On peut toujours jaser du Canadien comme ils le font douze mois par année à la radio et à la télé, surtout que, contrairement à ce qu'on pourrait penser, tout n'a pas encore été dit sur le Canadien de Montréal. Par exemple: qui jouera à l'aile gauche au sein du troisième trio du Canadien? Personne n'a jamais parlé de ça, même si c'est très important.

Mais il y a mieux: on peut lire un bon bouquin sur le foot. Deux suggestions. D'abord, le bien connu et délaissé *Carton jaune*, de Nick Hornby, qui raconte les pérégrinations physiques et mentales d'un supporter fini d'Arsenal, le club londonien mythique. Mais alors là, fini, le supporter. Le récit est formidablement drôle, superbement écrit et se dévore en un rien de temps. À lire dans sa version originale anglaise (*Fever Pitch*) si vous maîtrisez la langue. Et si vous maîtrisez la langue, courez vers *How Soccer Explains the World*, du journaliste américain Franklin Foer. Intrigué par ce sport qui déchaîne les passions dans le monde entier mais qui reste largement ignoré aux États-Unis, Foer s'est rendu aux quatre coins de la planète pour comprendre le phénomène. Son reportage évoque tantôt l'indicible horreur, tantôt le plaisir débridé, et brosse un tableau politique, économique, social et sportif de l'univers foot. Un livre à mettre entre toutes les mains, pour aller au-delà des lieux communs.

Et la prochaine fois, nous parlerons enfin de la bière. Avec cette chaleur, pas moyen de faire autrement.

MONDIAL 2006



JERRY LAMPEN REUTERS

Ronaldo venait d'inscrire hier son 15^e but en Coupe du monde depuis 1998 et de battre le record détenu jusque-là par l'Allemand Gerd Müller (1970 et 1974).

Ronaldo, meilleur buteur de l'histoire avec 15 buts

Dortmund — L'attaquant brésilien Ronaldo est devenu le meilleur buteur de l'histoire de la Coupe du monde en marquant son 15^e but en trois participations (1998, 2002, 2006), hier contre le Ghana, à Dortmund, en huitième de finale du Mondial de football.

Le Brésilien dépasse ainsi l'Allemand Gerd Müller, surnommé le «Bombardier de la nation», qui avait marqué 14 buts sur deux éditions, 1970 et 1974.

«C'est beaucoup de travail et de sacrifice», a expliqué le «Phénomène». J'espère marquer encore d'autres buts pour aider le Brésil à remporter la Coupe du monde, a poursuivi l'attaquant. C'est normal qu'on m'en demande toujours plus. Mais

je suis heureux de continuer à marquer et que l'équipe continue à gagner.

«Ce record lui appartient, a commenté son sélectionneur Carlos Alberto Parreira. Il est au sommet des marqueurs, c'est sa place. C'est un joueur pour les grands moments. J'espère qu'il sera aussi efficace pour les quarts de finale. Mais je ne m'en fais pas, c'est un joueur clé.»

Avant d'arriver en Allemagne, Ronaldo avait déjà marqué 12 buts, dont huit lors de l'édition 2002 en Corée du Sud et au Japon où il avait été couronné champion du monde et meilleur buteur.

C'est lors du troisième match de groupe, contre Japon (4-1) le 22 juin, déjà à Dortmund, que le «Phénomène»

avait marqué ses 13^e et 14^e buts, revenant ainsi à égalité avec Müller, et dépassant définitivement Pelé, qui avait marqué 12 fois en quatre participations (1958, 1962, 1966 et 1970), ainsi que le Français Just Fontaine, lequel reste toutefois le meilleur buteur de l'histoire du Mondial sur une seule édition (13 buts en 1958).

Ronaldo (96 sélections/62 buts) a remporté la Coupe du monde 2002 et disputé la finale de l'édition 1998 (défaite contre la France). En 1994, il faisait partie du groupe qui avait remporté le Mondial mais n'avait pas joué une seule minute.

Agence France-Presse

La France arrache sur le fil son billet en quart à l'Espagne

GAËL FAVENNEC

Hanovre — L'équipe de France a arraché sur le fil le billet pour le cinquième quart de finale de son histoire en Coupe du monde, en dominant en toute fin de match l'Espagne (3-1) qui avait pourtant ouvert le score, hier en huitième de finale du Mondial à Hanovre.

Les Bleus, qui avaient déjà atteint ce stade en 1938, 1958, 1986 et 1998 et avaient également passé le second tour en 1982 pour jouer la demi-finale, affronteront samedi à Francfort le Brésil pour une place dans le dernier carré.

Il s'agira d'une revanche du quart de finale de 1986 remporté par la France aux tirs au but (1-1, 4 tab à 3), mais aussi de la finale de 1998 également gagnée par la France (3-0) et de la demi-finale de 1958 remportée par le Brésil (5-2).

Les Bleus confirmeront leur statut de bête noire de l'Espagne, quart de finaliste en 2002, qui ne les a jamais battus en six confrontations officielles. Ils en profitent également pour égaliser à 11 victoires partout (plus six nuls) dans le face-à-face entre les deux pays débuté en 1922.

Premier but de Ribéry

La France réalisait la meilleure entame de match de son Mondial face à une Espagne qui avait opté pour la prudence et était perturbée par le pressing haut des hommes de Raymond Domenech.

C'est néanmoins Pernia qui provoqua la première alerte, sur un coup franc enroulé juste au-dessus de la lucarne (5'). Les Bleus avaient dans l'ensemble le contrôle du ballon mais l'intelligence de la défense ibérique, qui jouait à merveille le hors-jeu, les empêchait d'en tirer profit, sauf sur une accélération de Henry côté droit suivie d'un centre au cordeau, mais Ribéry passa au travers et Vieira arriva trop tard (23').



MICHAEL DALDER REUTERS

Lilian Thuram et Zinedine Zidane ont célébré en compagnie de leurs coéquipiers et des nombreux supporters de l'équipe de France cette victoire contre l'Espagne, hier à Hanovre.

La France avait loupé le coche. L'Espagne, elle, ne laissa pas passer l'occasion d'ouvrir le score, quand l'arbitre siffla un pénalty pour une faute de Thuram sur Pablo. Villa le transforma, malgré le bon plongeon de Barthez (28').

Ce but provoqua une longue période de flottement dans le camp français mais Franck Ribéry, qui avait tardé à confirmer lors de ce Mondial les promesses entrevues lors des rencontres de préparation, remit les deux équipes à égalité avant la pause.

Vieira débloque la situation

Cette fois-ci, le milieu de terrain marseillais s'appuya sur Vieira avant d'aller dribbler Casillas et de marquer du gauche dans le but vide (41'). Il se précipita ensuite vers le banc des remplaçants qui salua chaudement son premier but en équipe de France.

Agence France-Presse

Tournoi de tennis de Wimbledon

Federer tient son record

FRANÇOIS BOUTOUX

Londres — À chacun sa surface et à chacun son record. Comme son rival Rafael Nadal, détenteur de la plus longue série victorieuse sur terre battue, Roger Federer a porté à 42 le plus grand nombre de matchs gagnés à la suite sur gazon, hier, au tournoi de tennis de Wimbledon.

Le n^o 1 mondial n'a passé que 1h12 sur son court fétiche, le Central, pour balayer le Français Richard Gasquet et dépasser le légendaire Bjorn Borg (41), au moins en valeur chiffrée.

Car, contrairement au Suédois, qui avait établi son record exclusivement dans le Grand Chelem anglais en remportant le titre cinq fois d'affilée de 1976 à 1980 et en atteignant la finale en 1981, Federer a gagné 20 de ses 42 matchs à Halle, le tournoi allemand de préparation qui n'a pas le prestige de l'ancêtre.

En gentleman, le Suisse a d'ailleurs été le premier à le reconnaître. «Wimbledon, ça reste Wimbledon. Cinq titres de suite, six finales, c'est au-delà de tout ce à quoi un joueur peut prétendre. Pour moi, Borg reste un héros», a-t-il dit.

Contrairement à Nadal, honoré lors

d'une petite cérémonie au début de Roland-Garros après avoir effacé Guillermo Vilas des tablettes, Federer avait exclu par avance toute forme de célébration de son exploit. «C'est à la fin des tournois qu'on reçoit le trophée, pas après le premier tour», avait-il prévenu.

Au vu de la démonstration entamée lundi avant la pluie et achevée hier, il n'est pas sûr que l'autre record de Borg ne finisse pas aussi par trembler. Alors qu'il avait eu la malchance de tomber sur un des joueurs non têtes de série les plus dangereux, Federer a écrasé le Français dans tous les domaines: 35 coups gagnants à 5, dont 13 coups droits à 0, 5 bris réussis à 0.

Ovation pour Agassi

Autre légende vivante du tennis, Andre Agassi a reçu une chaleureuse ovation en entrant sur le Central, mais le public a cru pendant un set qu'il s'agissait de la dernière. L'Américain, qui a annoncé son retrait du circuit après l'US Open en septembre, a bataillé pour venir à bout du Serbe Boris Pashanski (2-6, 6-2, 6-4, 6-3).

À 36 ans, le joueur aux huit titres du Grand Chelem (dont un à Wimbledon

en 1992) ne fait clairement plus partie des prétendants à la victoire, d'autant que son début de saison a été gâché par des douleurs à la hanche. Mais tout le monde espère le voir au moins au troisième tour où il pourrait affronter Rafael Nadal dans un duel des générations haut en couleur.

L'Espagnol, tête de série n^o 2 malgré sa faible expérience sur herbe, n'a pas été testé par le modeste Britannique Alex Bogdanovic, battu 6-4, 7-6 (7/3), 6-4.

À part la défaite du demi-finaliste de l'année dernière, Thomas Johansson, face à un autre vétéran suédois, Jonas Bjorkman, aucune surprise majeure n'a marqué la deuxième journée, particulièrement chargée puisqu'aucun match n'avait pu se terminer lundi à cause de la pluie.

Parmi les qualifiés du jour figurent l'Argentin David Nalbandian et le Croate Mario Ancic, considérés comme deux des plus sérieux outsiders de Federer, le Russe Marat Safin, l'Américain James Blake, et chez les dames, les Belges Justine Henin-Hardenne et Kim Clijsters, la Suissesse Martina Hingis et la Russe Svetlana Kuznetsova.

Agence France-Presse

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.
New York	47	29	618	—
Philadelphie	35	40	467	11 1/2
Floride	34	40	459	12
Atlanta	33	45	423	15
Washington	33	45	423	15

Section Centrale				
	G	P	Moy.	Diff.
St. Louis	42	34	553	—
Cincinnati	41	36	532	1 1/2
Milwaukee	39	39	500	4
Houston	38	40	487	5
Chicago	28	48	368	14
Pittsburgh	26	52	333	17

Section Ouest				
	G	P	Moy.	Diff.
San Diego	39	36	520	—
Los Angeles	40	37	519	—
Colorado	38	38	500	1 1/2
San Francisco	37	38	493	2
Arizona	37	39	487	2 1/2

Hier

Interligue

Philadelphie à Baltimore (remis au 28 juin, pluie)
Toronto 6 Washington 0
Atlanta 5 N.Y. Yankees 2
Boston 9 N.Y. Mets 4
Chicago White Sox 4 Pittsburgh 2
Detroit 4 Houston 0
Floride 8 Tampa Bay 4
Kansas City 9 Cincinnati 8
Cleveland 3 St. Louis 1
Minnesota 9 L.A. Dodgers 2
Seattle en Arizona
Colorado à L.A. Angels
Oakland à San Diego
Texas à San Francisco
Ligue nationale
Milwaukee à Chicago Cubs

Aujourd'hui

Interligue

Houston à Detroit, 13h05
Atlanta à N.Y. Yankees, 13h05
L.A. Dodgers à Minnesota, 13h10
Philadelphie à Baltimore, 19h05
N.Y. Mets à Boston, 19h05
Tampa Bay en Floride, 19h05
Chicago White Sox à Pittsburgh, 19h05
Washington à Toronto, 19h07
Kansas City à Cincinnati, 19h10
Cleveland à St. Louis, 20h10
Seattle en Arizona, 21h40
Oakland à San Diego, 22h05
Colorado à L.A. Angels, 22h05
Texas à San Francisco, 22h15
Ligue nationale
Milwaukee à Chicago Cubs, 14h20

Demain

Interligue

Chicago White Sox à Pittsburgh, 12h35
Oakland à San Diego, 15h35
Texas à San Francisco, 15h35
Philadelphie à Baltimore, 19h05
N.Y. Mets à Boston, 19h05
Washington à Toronto, 19h07
Kansas City à Cincinnati, 19h10
Seattle en Arizona, 21h40
Ligue nationale
Milwaukee à Chicago Cubs, 14h20

LIGUE AMÉRICAINE

Section Est

	G	P	Moy.	Diff.
Boston	46	28	622	—
New York	43	32	573	3 1/2
Toronto	42	34	553	5
Baltimore	35	42	455	12 1/2
Tampa Bay	33	45	423	15

Section Centrale

	G	P	Moy.	Diff.
Detroit	53	25	679	—
Chicago	50	26	658	2
Minnesota	41	35	539	11
Cleveland	35	41	461	17
Kansas City	25	50	333	26 1/2

Section Ouest

	G	P	Moy.	Diff.
Oakland	41	34	547	—
Texas	40	36	526	1 1/2
Seattle	38	39	494	4
Los Angeles	35	41	461	6 1/2

DOPAGE

NFL: les amphétamines sur la liste des produits interdits en 2007

Los Angeles — La Ligue nationale de football américain (NFL) a décidé d'ajouter les amphétamines sur la liste des produits dopants à partir de la saison 2007, a indiqué hier Harold Henderson, l'un des responsables de la NFL.

«Franchement, nous ne considérons pas les amphétamines et les méthamphétamines comme un gros problème dans la NFL», a affirmé Henderson au quotidien *San Diego Tribune Union*. Mais nous en sommes à un point où dans les autres sports, et peut-être dans le nôtre, les gens pensent que cela aide les performances.

À partir de la saison 2007, un joueur contrôlé positif aux amphétamines sera suspendu quatre matchs pour le premier contrôle, huit matchs pour le deuxième et un an pour le troisième contrôle positif.

Jusqu'à présent — et pour encore un an —, un contrôle positif aux amphétamines, seulement considérées comme produits «mineurs», n'entraînait pas de suspension avant le troisième contrôle.

La saison 2006, qui débute en septembre, sera considérée comme une année de transition. Tout joueur qui sera contrôlé positif aux amphétamines deux fois dans la saison sera suspendu quatre matchs.

Agence France-Presse